



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for Supply Arrangement - Révision à une demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Communication Procurement Directorate/Direction de
l'approvisionnement en communication
360 Albert St. / 360, rue Albert
12th Floor / 12ième étage
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Audio Visual Production Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-190376/B	Date 2019-07-17
Client Reference No. - N° de référence du client EN578-19-0376	Amendment No. - N° modif. 002
File No. - N° de dossier cx001.EN578-190376	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$CX-001-77374	
Date of Original Request for Supply Arrangement 2019-06-27 Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-07-31	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: MPACE(CX), MIACE	Buyer Id - Id de l'acheteur cx001
Telephone No. - N° de téléphone () - ()	FAX No. - N° de FAX () -
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

MODIFICATION 002

Cette modification est émise afin de :

Répondre aux questions posées par les soumissionnaires

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question 1:

Sous « ANNEXE D – GRILLES D'ÉVALUATION », section 2. CRITÈRES TECHNIQUE COTES, aux critères techniques cotés C1.1 et C1.2 et C1.3 :

Les grilles d'évaluation montrent que CHACUN des 4 échantillons sera évalué SÉPARÉMENT (les 4 échantillons seront évalués séparément sur 15 points pour les critères C.1.1, C.1.2 et C.1.3, plutôt qu'évalués de façon COMBINÉE comme un « tout » sur 60 points pour les critères C.1.1, C.1.2 et C.1.3).

C.1.1 : Si l'échantillon 1 ne comprend que des graphiques animés et des animations, alors il ne recevra aucun point au critère C.1.1 pour la cinématographie, les angles de caméra et l'éclairage. Cependant, si l'échantillon 2 démontre la cinématographie, les angles de caméra et l'éclairage, cela suffira-t-il pour satisfaire à ces critères? En d'autres termes, perdra-t-on des points parce que l'échantillon 1 n'a pas de cinématographie, d'angles de caméra et d'éclairage?

C.1.2 : Point 7 : « *messages à la fois dans la narration et l'utilisation d'autres techniques pour faire passer le message* » : Si l'échantillon 1 n'utilise pas la narration, mais que l'échantillon 2 l'utilise, perdra-t-on des points au C.1.2 parce que l'échantillon 1 n'utilise pas la narration?

Réponse 1:

Notre équipe d'évaluation examinera chaque échantillon individuellement ainsi que tous les échantillons fournis dans leur ensemble.

Question 2:

À la **“PARTIE 4 – PROCEDURES D’ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION”**, section 4.1.1.1 **CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES, sous-section 0.3 EXPERIENCE DE L’ENTREPRISE, point (4.)** Veuillez noter ce qui DOIT être présenté dans cette section afin de démontrer la capacité du fournisseur à travailler dans les deux langues officielles. S’agit-il de recourir à des acteurs s’exprimant dans les deux langues officielles? D’entrevues en anglais doublées en français? Que DOIT-il y avoir? La section présente ce qui ne peut être utilisé (voir ci-dessous).

Le critère indique ceci : « *Les productions en voix entièrement narrées, entièrement animées, exclusivement basées sur du texte ou sous-titrées / sous-titrées ne sont pas acceptables pour démontrer la capacité du fournisseur à travailler dans les deux langues....* »

Réponse 2:

Tel qu’indiqué à la **“PARTIE 4 – PROCEDURES D’ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION”**, section 4.1.1.1 **CRITERES TECHNIQUES OBLIGATOIRES, sous-section 0.3 EXPERIENCE DE L’ENTREPRISE**, le critère précise ce qui suit:

Au moins un (1) des échantillons de production vidéo DOIT démontrer la capacité du fournisseur à travailler dans les deux langues officielles (anglais et français). Pour démontrer la capacité du fournisseur à travailler dans les deux langues officielles (anglais et français), l’échantillon soumis DOIT être l’un des suivants:

I. une production où l’anglais et le français sont représentés de manière égale et substantielle dans la même production; ou

II. une production unilingue (dans sa langue d’origine) qui démontre la langue officielle qui n’a pas été démontrée dans les autres échantillons soumis.

Les productions qui sont doublées, qui relèvent complètement de la narration, qui contiennent uniquement du texte, qui contiennent des sous-titres ou qui sont encodées pour les personnes malentendantes ne sont pas acceptables pour démontrer la capacité du fournisseur à travailler dans les deux langues officielles.

La production devrait utiliser le français et l’anglais de manière égale, et ne pas utiliser le doublage, les sous-titres ou l’encodage pour les personnes malentendantes. Il pourrait aussi s’agir d’une production entièrement en français. Une production faisant intervenir des acteurs serait correcte.

Question 3:

À la “PARTIE 4 – PROCEDURES D’ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION”, section 4.1.1.1 CRITERES TECHNIQUES OBLIGATOIRES, sous-section O.3 EXPERIENCE DE L’ENTREPRISE

La valeur minimale en dollars d'au moins un (1) des exemples de projets doit être de 25 000,00 \$. Aux fins de l'évaluation du critère obligatoire O.3, les «exemples de projets» sont définis comme un contrat pour la fourniture de services de production vidéo.

Si un contrat comprenait la production d'un certain nombre de vidéos et totalisait beaucoup plus de 25 000,00 \$, mais que chaque vidéo du projet global était budgétisée à un coût inférieur à 25 000,00 \$, ce contrat respecterait-il l'exigence obligatoire?

Réponse 3:

La valeur minimale du contrat de l'entreprise doit être de 25 000 \$. Nous n'évaluons pas le nombre de vidéos dans le même contrat.

Question 4:

À la “PARTIE 4 – PROCEDURES D’ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION”, section 4.1.1.2 CRITERES TECHNIQUES COTES, sous-section C.1 EXPERIENCE ET QUALITE DE PRODUCTION ECHANTILLONS FOURNIS, point C.1.3 Les échantillons de production présentent une grande variété de dispositifs visuels et dramatiques, tels que:

En ce qui concerne l'évaluation des échantillons, quelle est la différence entre 2. la typographie et 3. le texte à l'écran? Le texte à l'écran fait-il référence à des sous-titres ou à du sous-titrage codé, ou à autre chose?

Quelle est la différence entre 1. les séquences d'animation graphique et 4. les graphiques animés et animations?

Réponse 4:

Aux fins de l'évaluation du **point C.1.3 Les échantillons de production présentent une grande variété de dispositifs visuels et dramatiques**, les éléments suivants sont définis comme suit :

La typographie et le texte à l'écran se rapportent à la même chose, soit diverses polices de texte visible ou graphiques utilisés à l'écran. Il peut aussi s'agir de texte utilisé comme sous-titres (c'est-à-dire des polices plus petites dans le tiers inférieur de l'écran).

Les séquences d'animation graphique peuvent être constituées de visages, de personnes, de boîtes et d'objets en mouvement pour représenter quelque chose, par exemple des personnages de dessins animés ou des véhicules animés.

Les graphiques animés et les animations sont des textes en mouvement ou des textes dans des boîtes ou autres formes pour animer les mots à l'écran.

Le sous-titrage codé est conçu pour les personnes malentendantes, qui se servent d'un appareil permettant de décoder cette information.

Le sous-titrage visible ou les sous-titres apparaissent directement à l'écran et sont visibles de tous.

Question 5:

À la "PARTIE 4 – PROCEDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION", section 4.1.1.2 CRITERES TECHNIQUES COTES, sous-section C.3 CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les critères d'évaluation semblent plus favorables aux entreprises propriétaires de leurs propres immeubles, en attribuant 10 des 35 points possibles à ces entreprises.

Suffisant (10) : Plan d'approvisionnement en énergie (mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique, utilisation prévue des sources alternatives de combustible/d'énergie si les locaux du soumissionnaire sont la propriété du propriétaire).

Cela ne semble pas équitable pour les autres entreprises qui soumettent des propositions. Nous travaillons à partir de locaux loués pour lesquels notre propriétaire s'occupe de l'approvisionnement en énergie. Nous ne nous en occupons pas nous-mêmes, puisque notre propriétaire assume les frais d'électricité, de chauffage et de climatisation. Que pouvons-nous faire pour nous voir attribuer ces points?

Réponse 5:

Le critère technique coté **C.3 CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES** demande que l'approvisionnement en énergie améliore l'efficacité énergétique, et l'exemple donné s'applique si les locaux du soumissionnaire sont la propriété du propriétaire. Le plan d'approvisionnement en énergie peut inclure des éléments visant à améliorer l'efficacité énergétique sur les lieux de travail, comme le fait d'éteindre les appareils pendant la nuit, et à favoriser le télétravail, le recyclage ou la réutilisation dynamiques, les véhicules à faibles émissions ou les espaces partagés.

Question 6:

À la “PARTIE 4 – PROCEDURES D’ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION”, section 4.1.1.1 CRITERES TECHNIQUES OBLIGATOIRES, sous-section 0.3 EXPERIENCE DE L’ENTREPRISE

Le fournisseur DOIT démontrer son expérience en soumettant au moins quatre (4) productions vidéo différentes produites et publiées au cours des cinq (5) dernières années à compter de la date de clôture de la présente DAMA.

Qu'arrive-t-il si la vidéo produite n'est pas « publiée » parce qu'elle est présentée de façon sélective aux ministères gouvernementaux ou qu'elle n'est utilisée qu'à l'interne, mais pas affichée publiquement? Pouvons-nous fournir un lien confidentiel vers la vidéo? De plus, les vidéos acceptées doivent avoir été produites au cours des cinq (5) dernières années à compter de la date de clôture de la présente DAMA. Cela exclut les vidéos qui ont été publiées en mars 2014, soit un moment où de nombreux projets fédéraux aboutissent habituellement (31 mars). Cette période peut-elle être ajustée pour correspondre aux « années civiles 2014 à 2019 »?

Réponse 6:

Le gouvernement du Canada ne peut utiliser des liens vers des vidéos produites uniquement à l'intention des ministères fédéraux, ou qui ne sont disponibles uniquement qu'à partir du site du fournisseur ou de son portail. C'est pourquoi les critères exigent des travaux qui ont été rendus publics. Si le lien du ministère peut être évalué sur son site Web extérieur, nous devrions y avoir accès.

À défaut de fournir des vidéos qui sont publiées, une solution possible serait de les publier sur un site Web appartenant à un domaine public et de nous fournir le chemin et le code d'accès. Sinon, le fournisseur pourrait demander au client la permission de nous communiquer son lien, mais le demandeur devra s'assurer que ce lien fonctionne avant de l'inclure.

La période de cinq ans ne sera pas modifiée, car elle englobe quatre fins d'exercice, et nous souhaitons évaluer les travaux récents.

Question 7:

Sous “ANNEXE A – ÉNONÉ DES TRAVAUX SERVICES DE PRODUCTION VIDÉO, section A.7.1.5 Produits livrables, avez-vous des exemples où les points « o » et « p » pourrait être appliqués?

Réponse 7:

Tel qu'indiqué dans la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement, sous la section A.7.1.5: Voici des exemples des produits livrables qui pourraient être requis (les produits livrables actuels seront précisés dans chaque contrat).

Question 8:

Sous l'APPENDICE 2, CRITÈRES D'ÉVALUATION PROPOSÉS POUR DE FUTURES DEMANDES DE PROPOSITIONS VISANT UN ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (DPAMA)), pour le point C.1 APPROCHE CRÉATIVE ET MÉTHODOLOGIE TECHNIQUE, comme il n'y a pas de vidéo demandée dans l'appel d'offres, la proposition doit-elle être présentée? Pouvez-vous nous donner un cas typique, un exemple?

Réponse 8:

S'il vous plaît, prendre note que **l'APPENDICE 2** n'est qu'un document qui propose des critères d'évaluation **pour les futures demandes de propositions dans le cadre du nouvel arrangement en matière d'approvisionnement (DPAMA)**, comme indiqué dans le titre.

Il n'est pas prévu d'évaluer les soumissionnaires à cette étape de la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement.

Veuillez-vous référer à la **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION** pour connaître ce que devrait contenir votre proposition.

Question 9:

L'ANNEXE C – EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT doit-elle être remplie par le soumissionnaire ou le client?

Réponse 9:

Sous la "PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, section 6.3.2 Arrangement en matière d'approvisionnement - établissement des rapports, elle indique :

Le fournisseur doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services, ou les deux, fournis au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

Le fournisseur doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe C, annexe C; Rapport trimestriel. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée. Si aucun bien ou service n'est fourni pendant une période donnée, le fournisseur doit néanmoins fournir un rapport "NIL".

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

Question 10:

Sous “ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX SERVICES DE PRODUCTION VIDÉO, section A.7.1.3 Post-Développement, Est-ce que cela nécessite que nous développons une programmation informatique ou est-ce que cela sert à tester le contenu vidéo et les instructions d'utilisation du contenu vidéo?

Réponse 10:

Prendre note que l'**ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX SERVICES DE PRODUCTION VIDÉO** fournit divers éléments et exemples de travaux pouvant être requis mais sans toutefois s'y limiter. Pour chaque contrat subséquent, un énoncé des travaux sera détaillé pour chaque besoin spécifique.

Ces éléments pourraient être des livrables pour des besoins futurs et pourraient être un type de post-développement pour la création d'un vidéo.

Question 11:

Sous “ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX SERVICES DE PRODUCTION VIDÉO, section A.7.1.1 Les travaux préliminaires, Qu'entendez-vous par la conception de formation, plan de conception multimédia, plan de projet, conception de la page d'accueil?

Réponse 11:

Cette demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA) couvre tous les types de travaux préliminaires à la création d'une vidéo qui peuvent être demandé par l'État aux fournisseurs qui se seront qualifiés pour l'arrangement en matière d'approvisionnement.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DEMANDE DE PROPOSITION
DEMEURENT INCHANGÉES.**